



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20230907-DEC-DAEN0865 EN DATE DU 4 OCTOBRE 2023
PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

AU TITRE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT APPLICABLES
À LA SOCIÉTÉ ENERGIE VERTE DE VALENCE (EVVA)
COMMUNE DE VALENCE

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, et notamment l'article L. 181-14 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019200-0003 du 19 juillet 2019 autorisant la société EVVA dont le siège social et l'adresse d'exploitation est situé Chaufferie urbaine de Valence de la forêt – 182 rue de la forêt – 26000 Valence à exploiter une chaufferie sur le territoire de la commune de Valence ;

VU le porter à connaissance de l'exploitant en date du 30 novembre 2022, complété le 4 mai et le 10 juillet 2023 demandant une modification de la valeur limite de rejet de NH3 ;

VU le rapport et les propositions en date du 14 septembre 2023 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 15 septembre 2023 et sa réponse favorable par courriel le 2 octobre 2023 ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, des prescriptions complémentaires sont fixées par des arrêtés complémentaires qui peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire.

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement.

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Drôme,

ARRÊTE

Article 1 :

La société Energie Verte de Valence dont le siège social est situé 182 route de la Forêt – 26000 Valence est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté préfectoral.

Article 2 :

Le tableau « a) chaudières Biomasse – conduit A : » de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2019200-0003 du 19 juillet 2019 est modifié comme suit :

Paramètres	Concentration en mg/Nm ³ sur sec à 6 % d'O ₂	Flux maximal : Chaudière 7,4 MW + Chaudière 3,8 MW		Périodicité des mesures
		kg/h	kg/an (au total sur les 2 chaudières)	
Poussières	8	$0,13 + 0,066 = 0,20$	902	continu
SO ₂	200	$3,20 + 1,65 = 4,85$	22 532	continu
NO _x	200	$3,20 + 1,65 = 4,85$	22 532	continu
HCl	10	$0,16 + 0,083 = 0,24$	1 127	1 mesure ponctuelle par an
HF	5	$0,080 + 0,041 = 0,12$	563	1 mesure ponctuelle par an
CO	200	$3,20 + 1,65 = 4,85$	22 532	continu
NH ₃	20 (CR300) 5 (CR550)	0,164 (CR300)+ 0,080 (CR550) = 0,244	771 (CR 300) + 376 (CR550) = 1147	1 mesure ponctuelle par an
HAP	0,01	$1,6E-04 + 8,3E-05 =2,4E-04$	1,13	1 mesure ponctuelle par an
COVNM (exprimé en carbone total)	10	$0,16 + 0,083 = 0,24$	1 127	1 mesure ponctuelle par an
Cd + Hg + Th et leurs composés	0,05 par métal 0,1 pour la somme	$1,6E-03 + 8,3E-04 =2,4E-03$	11,27	1 mesure ponctuelle par an
As + Se + Te et leurs composés	0,2 pour la somme	$3,2E-03 + 1,7E-03 =4,9E-03$	22,53	1 mesure ponctuelle par an
Sb+Zn+Cr+Co+ Cu+ Sn Mn+Ni+V et leurs composés	2 pour la somme	$0,032 + 0,017 =0,049$	225	1 mesure ponctuelle par an
Pb et ses composés	1	$0,016 + 0,0083 = 0,024$	113	1 mesure ponctuelle par an
dioxines et furannes	1,00E-07	$1,6E-09 + 8,3E-10 =2,4E-09$	1,13E-05	1 mesure ponctuelle par an

Article 3 :

Le tableau « d) Bilan annuel maximal pour tous les polluants : » de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2019200-0003 du 19 juillet 2019 est modifié comme suit :

Paramètres	Flux annuel maximal pour l'installation de combustion (2 chaudières biomasse + 3 chaudières GN / FOD)
Poussières	935 kg/an
SO2	22,7 t/an
NOx	27,6 t/an
HCl	1,1 t/an
HF	563 kg/an
NH3	1 147 kg/an
Dioxines/furannes	11,3 mg/an
CO	27,6 t/an
HAP	1,6 kg/an
COVNM (exprimé en carbone total)	3,6 t/an
Cd + Hg + Th et leurs composés	11,4 kg/an
As + Se + Te et leurs composés	23,7 kg/an
Sb+Zn+Cr+Co+Cu+ Sn	236 kg/an
Mn+Ni+V et leurs composés	
Pb et ses composés	114 kg/an

Article 4 :

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent du texte cité ci-dessous :

- Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 5 :

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 6 :

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Valence pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de Valence fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de la Drôme l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Valence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **04 OCT. 2023**

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU